

Etat d'urgence sanitaire : Nos droits ne resteront pas confinés !

- Exigeons la protection immédiate de toute la population
- Exigeons la protection maximale des travailleuses.eurs en activité
- Exigeons l'arrêt immédiat des activités non essentielles pour le pays
- Exigeons que les 750 milliards débloqués par la Banque Centrale Européenne financent les hôpitaux, les services publics et les salaires

Nous ne sommes pas de la chair à canon !

Alors que nous connaissons une crise sanitaire mondiale sans précédent, le nombre de 3500 morts en France vient d'être franchi, exigeant la protection immédiate de toute la population, le gouvernement continue de tenir un double langage : « Restez confinés sous peine d'une très grosse amende mais surtout allez travailler »

En fait, leur seule préoccupation est de répondre aux injonctions du MEDEF et de l'oligarchie financière, ceux-là même qui ont permis à Macron d'accéder au pouvoir. Le gouvernement et les patrons ont donc décidé de sacrifier la vie de milliers de femmes et d'hommes aux seuls fins d'engranger toujours plus de fric. **C'est inhumain, inacceptable et un véritable scandale d'état !**

En France, et dans le Loiret, des milliers de travailleuses.eurs sont en danger de mort depuis le début du confinement. Les patrons de nombreuses entreprises, comme AMAZON, dont l'activité n'est pourtant pas essentielle pour la population, ont décidé de maintenir l'activité coûte que coûte, avec, le plus souvent, des mesures et moyens de protection pour les salarié.e.s largement insuffisants. Le droit de retrait, utilisé par les salarié.e.s et nos élus du CSE, est bafoué au seul motif qu'il n'existerait pas de danger grave et imminent. Les travailleuses.eurs sont donc dans l'obligation d'aller au boulot au péril de leur vie et celle de leur famille. **C'est inhumain, inacceptable et un véritable scandale d'état !** Comme cela s'est fait en Italie, et comme l'UD CGT du Loiret l'a demandé, le Préfet du Loiret doit organiser au plus vite une table ronde entre les organisations syndicales de salarié.e.s et de patrons et la DIRECCTE pour mettre à l'arrêt les entreprises dont l'activité n'est pas essentielle et assurer une protection maximale aux travailleuses.eurs en activité.

Pendant que nous comptons nos morts, Macron et les patrons torpillent nos droits ; C'est inhumain, inacceptable et un véritable scandale d'état !



Au-delà de l'incurie sanitaire qui nous met en danger et dont la seule responsabilité est portée par le gouvernement, le grand capital, au travers des ordonnances prises, poursuit son combat de classe contre les travailleuses.eurs : 60 heures par semaine ; suppression des jours de repos hebdomadaires ; diminution du temps de repos entre les jours travaillés ; prise de RTT, de CET et de congés payés imposée

Des milliers de milliards sont débloqués en urgence pour continuer d'alimenter le système bancaire et les marchés financiers. Leur crise financière de 2008 n'a rien changé. Malgré l'urgence vitale de donner des moyens humains et financiers à l'hôpital public, les 750 milliards débloqués par la banque centrale européenne n'iront pas dans la poche des travailleuses.eurs mais continueront à alimenter leur spéculation et la paupérisation des masses. . **C'est inhumain, inacceptable et un véritable scandale d'état !**

Nos revendications ne resteront pas confinées, parole de Cégétiste !

Si l'urgence doit être de nous protéger, notre combat de classe doit se poursuivre. Nous devons continuer à revendiquer l'éradication du capitalisme, seule perspective réaliste pour construire une société progressiste. Préparons le jour d'après, en proposant une énorme journée de grève et de manifestation afin d'obtenir le retrait du projet de loi antisocial de casse de notre système de retraite. Nos vies vaudront toujours plus que leurs profits !

**« VOUS NE MOURREZ PAS SIMPLEMENT
PARCE QUE LE COVID19 TUE »**



**« VOUS MOURREZ PARCE QUE LE
GOUVERNEMENT N'A PAS ÉCOUTÉ LES
REVENDEMENTS DES SOIGNANTS DEPUIS 1 AN »**

**NOUS NE SOMMES PAS DES HEROS
NOUS SOMMES DES PROS !**

Le temps est à la mobilisation générale pour se protéger mais viendra le moment où il faudra régler des comptes

**...et à ce moment-là,
des remerciements ou
des louanges ne
suffiront pas !!**

Il nous faut des moyens matériels et humains !

Alors que la plupart des professionnels du secteur sanitaire, social et médico-social doivent continuer leur exercice pour faire face à l'épidémie et assurer la continuité des prises en charge, les matériels de protections individuelles manquent, le processus d'information des procédures à mettre en œuvre n'est pas performant, les représentants des salarié.e.s sont trop souvent mis à l'écart.

Les décisions prises depuis le mois de janvier par le gouvernement ont été réalisées non pas sur la base d'éléments de santé publique mais uniquement pour gérer la pénurie de matériel que ce soit au niveau des tests ou au niveau des équipements de protection. Pénurie dont ils sont à l'origine ainsi que les gouvernements précédents. Dans certains établissements des soignants fiévreux n'ont pas la possibilité de faire des tests. Ainsi, la communication gouvernementale s'adapte à la pénurie, induite elle-même par une absence de préparation et d'anticipation, en véhiculant des arguments incohérents voire faux, en minimisant très largement le rôle joué par les masques ou les tests.

Nous payons la désorganisation et l'affaiblissement du système public de santé et d'action sociale. Nous payons les fermetures de lits et de structures, la réduction des emplois, la déqualification des postes, la gestion des stocks à flux tendus, le Lean management. Le Loiret, véritable désert médical, met bien en lumière les conséquences de ces politiques libérales transformant le soin en marchandise et le patient en client. Les multiples mobilisations dans notre département et en Région Centre, initiée par la seule CGT avaient justement pour objet de dénoncer cette politique de casse de la protection sociale et d'exiger l'égalité d'accès aux soins pour toutes et tous sur notre territoire. Cette politique comptable a entraîné la fermeture de nombreux lits sur notre territoire créant un manque évident aujourd'hui. De même, pour de nombreux établissements, c'est l'établissement pivot du GHT, le CHRO, qui gère les achats, les stocks et la distribution complexifiant l'accès aux fournitures. Ensuite, le manque de personnels conduit des étudiants, sans ou avec peu d'expérience et des professionnels de santé à la retraite à se retrouver en première ligne.

Nous payons le démantèlement des services de santé au travail, d'inspection du travail, des CHSCT, de tout ce qui peut mettre un frein à la rentabilité à tout prix en essayant de protéger le travailleur.

Nous payons le refus des décideurs à prendre en compte les revendications portées depuis des années par des professionnels qui dénoncent la perte de sens de leurs métiers, qui alertent sur un système à bout de souffle, de moins en moins en capacité de répondre aux besoins de la population.

Dans ce contexte, nous sommes particulièrement inquiets de la situation dans les EHPAD qui pourrait rapidement ressembler à la situation de la canicule de 2003 si les pouvoirs publics ne prennent pas davantage la mesure de la situation et de la catastrophe qui s'amorce.

Les professionnels de santé et du social ne sont ni des héros, ni de la chair à canon. Ce sont des travailleurs qui demandent les moyens de travailler correctement et de vivre dignement. Alors merci à toutes les manifestations de solidarités et les applaudissements ...mais à la fin de cette crise, il faudra donc arrêter les applaudissements depuis nos fenêtres et se donner rendez-vous dans la rue pour gagner le développement d'une protection sociale et d'un système de santé et d'action sociale de qualité, ouvert à tous, répondant aux défis qui sont devant nous. Le patient ne sera jamais une marchandise et l'hôpital ne sera jamais une entreprise.

Ne lâchons RIEN, et prenons soin de nous et des autres